

4923

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE
LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE
COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL
IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

*UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)*

PROJET DE COMMUNICATION
PARTICIPATIVE EN APPUI A DES
ACTIONS COMMUNAUTAIRES
DE LUTTE CONTRE LA
DESERTIFICATION

**L'expérience du
CILSS
au Burkina Faso**



Mars 2002

SOMMAIRE

I. contexte du PCP	3
II. La problématique globale au Burkina Faso	4
III. Stratégie de communication du Burkina Faso en appui à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification –CCD.....	5
4.1. Objectifs du Projet.....	8
4.2. démarche du PCP.....	8
4.2.1. Choix et monographie des sites.....	8
4.2.2. La formation et la planification, piliers de la méthodologie.....	10
4.2.3. la replanification des activités avec les communautés de bases ..	12
4.2.4. mise en œuvre des plans d'actions et stratégies utilisées.....	13
4.2.5. établissement de partenariats	17
4.2.6. suivi des activités et évaluation.....	18
V. Conditions critiques de succès et principales difficultés rencontrées au Burkina Faso.....	20
5.1. conditions critiques	20
5.1.1 Une réelle volonté des populations de marquer le pas avec les animateurs.....	20
5.1.2. l'accessibilité et la notion de localité des sites.....	21
5.1.3. existence, proximité et stabilité des animateurs	21
5.1.4. la mise à disposition à temps des fonds est capitale	22
5.2. principales difficultés.....	23
5.2.1. Limite entre projet de communication et projet de développement	23
5.2.2. Mauvaise compréhension de la philosophie même du PCP	23
6.2.1. Des résultats palpables.....	24
VII. Stratégie de diffusion des résultats.....	25
7.1. table ronde régionale de validation et de partage	25
7.2. démultiplication de la démarche dans les neuf pays du CILSS ...	25
VIII. Conclusion et recommandations.....	26

I. Contexte du PCP

La préoccupation majeure des pays sahéliens ces dernières décennies a été et est encore aujourd'hui la lutte contre la dégradation des terres et la pauvreté des populations. Ce souci les a conduit à proposer, à défendre et faire adopter à l'issue de la Conférence de Rio en 1992, une Convention internationale de lutte contre la désertification -CCD.

Il faut rappeler que le processus de désertification menace plus de 900 millions de personnes dans une centaine de pays; que 25% de la superficie terrestre est affectée; qu'en Afrique 73% des terres agricoles sont déjà dégradées. La pression liée à la recherche des moyens de subsistance oblige les paysans à cultiver de façon intensive des terres marginales année après année. Ces pratiques, engendrées par la pauvreté, transforment à la longue des sols antérieurement productifs en terres arides. Au cours des deux dernières décennies, le phénomène s'est singulièrement étendu malgré les stratégies internationales, régionales et nationales de lutte contre la désertification.

La Convention internationale sur la lutte à la désertification, initiée au Sommet planétaire de Rio en 1992 et adoptée le 17 juin 1994 à Paris, place les populations au centre de la lutte contre la désertification. Elle reconnaît et valorise les connaissances que les populations ont de leur environnement grâce à leur expérience quotidienne de la fragilité des écosystèmes. De ce fait, elle demande aux parties d'associer étroitement les populations aux décisions qui les concernent à travers une approche globale des problèmes. Ainsi, la participation est considérée comme principe central pour la mise en oeuvre de la Convention. Cette mise en oeuvre doit se faire à travers des Programmes d'action nationaux, élaborés sur la base de :

- La participation ;
- La concertation ;
- Et le partenariat entre tous les acteurs de la lutte contre la désertification.

Dans le processus de mise en application de la Convention, des stratégies de communication ont été élaborées par les organismes nationaux de coordination chargés de sa mise en oeuvre pour accompagner l'élaboration et la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux (PAN). On constate cependant que la communication est presque essentiellement perçue et présentée dans sa seule dimension instrumentale: faire connaître la Convention, les organismes de coordination nationaux, les mesures envisagées, diffuser des messages aux populations autour des stratégies de lutte contre la désertification.

La participation des populations incombe donc que les programmes et les projets de lutte contre la désertification ne soient plus imposés d'en haut ou de l'extérieur, mais doivent refléter les préoccupations des communautés locales. Un tel changement dans les méthodes de planification centrée sur le

développement de la participation et du partenariat, suppose un partage des rôles et des responsabilités des acteurs à travers l'ouverture et le dialogue.

C'est dans cette optique que le Comité permanent Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a mis en route, en partenariat avec le Centre canadien de recherche pour le développement international (CRDI), un projet de communication participative en appui à des actions locales et communautaires de lutte contre la désertification.

Les activités se sont déroulées à partir de février 1999 dans les sites retenus au Tchad et au Burkina Faso.

II. La problématique globale au Burkina Faso

Au Burkina Faso, la mise en œuvre des différents programmes issus des politiques de développement économique et social, s'est traduite sur le terrain par une multitude de projets se réclamant tous, partiellement ou entièrement, du domaine de la lutte contre la désertification et la pauvreté.

En septembre 1998, une étude commanditée par le Secrétariat Permanent du CONAGESE (SP/CONAGESE) a recensé 62 projets et programmes de lutte contre la désertification au Burkina Faso (liste non exhaustive); il s'agit des projets et programmes de gestion des ressources naturelles (GRN), de gestion des terroirs (GT), de développement local (DL), de développement intégré (DI). Le montant total engagé dans la LCD a été estimé à environ 363 milliards de FCFA, dont une contribution nationale, estimée à 30 milliards.

La revue des expériences du pays en matière de lutte contre la désertification, témoigne d'une prise de conscience à l'égard du problème posé et d'une incontestable volonté de garantir la participation des principaux acteurs dans les processus de programmation et de prise de décision.

Selon le document du Programme d'action national de lutte contre la désertification,, élaboré en 1999, « en dépit des efforts récents, la plupart des Stratégies, Plans et Programmes de lutte contre la désertification, n'ont pas encore pu échapper, en profondeur, à une logique de programmation administrative ou technique ou à celle d'une approche sectorielle. Ainsi, malgré leurs intentions, la plupart des programmes et projets de lutte contre la désertification sont restés peu intégrés au reste des activités de développement. Ils tendent à demeurer dans le domaine de la biophysique même lorsqu'ils font appel aux notions de participation et ne parviennent que difficilement à être un élément d'intégration de toutes les activités touchant aux ressources naturelles et encore moins quand il s'agit des autres activités.

Si tous les plans et programmes ont eu pour souci majeur d'appréhender les problèmes de lutte contre la désertification de façon large et prônent pour la plupart, la participation et la responsabilisation des populations, il ressort clairement que les différents plans et stratégies ont généré des programmes sectoriels aux objectifs parfois identiques et aux finalités communes. Il s'en

est suivi, un chevauchement de programmes sur le terrain avec comme corollaire, d'énormes difficultés de coordination et de concertation ».

En matière de communication, la nécessité d'intégrer les activités de communication aux actions de lutte contre la désertification est apparue au cours des années 1980 au sein des Ministères chargés de l'Environnement et de l'Agriculture.

Appuyés par des institutions comme la FAO ou la coopération bilatérale (Suisse, Pays-Bas, Canada, Allemagne, ...), ces Ministères ont mis en place des cellules audiovisuelles chargées dans la plupart des cas, d'élaborer et de diffuser des supports d'information, de sensibilisation et de formation des agents de développement et des populations rurales à travers des moyens comme les affiches, le diaporama, le film vidéo, le film fixe ou 16 mm, ainsi qu'à travers des journaux spécialisés comme *Arbre et Développement*, *Eurêka*, *Nouvelles des Terroirs*, *Notre Environnement*.

Ces ministères ont touché les populations locales à travers la radio rurale et les journaux en langues nationales comme *Venegre*, *Hakilifalen*, *Namanegdzanga* ; de même ils ont essayé de rapprocher l'information des populations en utilisant les radios de proximité comme les radios FM privées (Radio Palabres à Koudougou ou Radio Taanba à Fada N'Gourma, la Radio "Vive le Paysan" à Saponé, la Radio "la voix du paysan" à Ouahigouya) et les radios locales de Djibasso, Gassan, Diapaga, Orodara et Kongoussi.

En matière d'éducation environnementale, mis à part le Projet "un espoir dans le désert" de la croix rouge, l'expérience du pays en matière d'éducation environnementale concerne essentiellement la frange scolaire avec le projet ZOONI de l'Union Mondiale pour la Conservation de la Nature (UICN), le Programme de Formation Information sur l'Environnement (PFIE) du CILSS et celui du Programme National de Gestion des Terroirs.

En terme d'impact, on peut retenir que les campagnes de communication ont contribué de façon certaine à l'émergence d'une prise de conscience pour une meilleure gestion des ressources naturelles au sein de la population burkinabè.

III. Stratégie de communication du Burkina Faso en appui à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification -CCD.

Dans les pays du CILSS, la recherche de la participation des populations est une préoccupation permanente des services de développement. Nombre de projets et programmes ont développé plusieurs approches allant dans ce sens. La plus couramment utilisée est l'approche gestion des terroirs développée par le Programme national de gestion des terroirs (PNGT) et largement utilisée dans les projets de lutte contre la désertification et de développement.

Il faut dire que la limite entre ces différentes approches n'est pas très nette, et qu'elles sont le plus souvent combinées dans leur utilisation pour une meilleure efficacité.

Si les projets de développement utilisent des outils de communication (de proximité), il faut reconnaître qu'ils planifient plus particulièrement les activités de développement au détriment des actions de communication ce qui a tendance à limiter la participation des populations.

Depuis la signature de la CCD en 1994 et conformément à son esprit, les pays du CILSS ont élaboré selon les pays, des stratégies de communication pour sa mise en œuvre. A défaut de récolter toutes ces stratégies, nous analysons ici celles du Burkina Faso et du Cap Vert, premiers pays concernés par le PCP.

Le Burkina Faso a entamé son processus de mise en œuvre de la convention en 1994 avec la tenue de la première réunion sahélienne sur la mise en œuvre de la CCD.

C'est sur la base des recommandations de cette réunion que le Burkina Faso a élaboré son premier document d'orientation stratégique intitulé « avant-projet de canevas du processus d'élaboration du Programme d'Action National sur la Lutte contre la Désertification au Burkina Faso_ » qui sera adopté au mois de juin 1996, après avoir reçu l'aval et l'appui financier des partenaires de coopération sous le nom de « projet d'appui au processus d'élaboration du Programme d'Action National de lutte contre la Désertification au Burkina Faso ». Ce projet retient trois phases pour la mise en œuvre de la CCD au Burkina Faso :

une première phase d'information et d'établissement de partenariat ;

Une 2^{ème} pour l'élaboration du PAN ; et

Une 3^{ème} phase pour sa mise en œuvre.

La communication a tenu donc dès le départ, une place de choix dans la mise en œuvre de la CCD au Burkina Faso. Car il fallait avant tout faire connaître cette convention à tous les acteurs/partenaires de la lutte contre la désertification du pays, et partant, les impliquer dans un partenariat fructueux.

Le SP/COANGÉSE a élaboré une stratégie globale de communication en appui à la mise en œuvre de la CCD. Elle visait à « Informer et sensibiliser la population burkinabè à une meilleure compréhension des dispositions et à l'esprit de la Convention ; Favoriser la participation de la population burkinabè à l'élaboration du Programme d'action national (PAN) ».

L'objectif étant d'apporter un appui au Comité National de Pilotage (CNP) pour s'assurer de l'implication des populations et de tous les partenaires au sens large, dans l'élaboration du PAN.

La stratégie a défini un système de diffusion de l'information pour faire connaître la CCD aux utilisateurs des ressources naturelles à restaurer ou à protéger (agriculteurs, pasteurs, agro-pasteurs, bûcherons, etc...) et notamment les femmes, conformément aux dispositions de la CCD. Cette stratégie devait favoriser la compréhension, et partant, la participation des

populations à l'élaboration du PAN en utilisant notamment les émissions radiodiffusées et télévisées, les affiches, les concours et les films vidéo.

Elle a également précisé le contenu indicatif des messages ainsi que les différents supports à utiliser ; de même qu'un calendrier et un budget.

Cette stratégie qui a commencé par un atelier de formation des communicateurs sur la CCD et son esprit, a comporté une phase d'information/formation/sensibilisation des différents publics ; une phase réflexion-débat ; et une phase d'action (élaboration de programme villageois).

Elle a défini des actions de communication tant pour le milieu rural que pour les zones urbaines, ainsi que des actions envers les groupes spécifiques que sont les femmes, les enfants et les scolaires.

La stratégie de communication a constitué le cadre de référence des activités qui ont accompagné tout le processus d'élaboration du PAN du Burkina Faso. Elle a été continuellement réadaptée aux trois phases d'élaboration du PAN

Analyse

IV. Le Projet de Communication Participative en Appui à des Actions Communautaires de Lutte Contre la Désertification (PCP/LCD)

Il y a aujourd'hui près de 40 ans qu'on sait que les moyens de communication bien utilisés peuvent contribuer au développement. On est passé de l'utilisation intensive des médias de masse au concept de communication pour le développement/communication participative, avec autant de variantes que d'auteurs.

Les grands utilisateurs du concept en Afrique sont la FAO, l'UNESCO et le CRDI qui a lancé en 1995, un programme de recherche en communication pour le développement.

Nous pouvons cependant et entre autres, retenir que la communication participative est un processus utilisant les formes de communication interpersonnelles ainsi que différents médias pour aider les populations à identifier leurs besoins et problèmes et à définir des choix d'actions pour les résoudre.

Elle veut promouvoir une véritable participation des populations à leur propre développement en partant du principe que les décisions sont prises par et non pour les intéressés, et qu'on leur donne les moyens de les mettre eux-mêmes en pratique, avec la plus grande autonomie possible.

Le projet de communication participative du CILSS s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la désertification au Sahel. Il repose sur l'idée que la plupart des stratégies de communication utilisées dans le cadre de la lutte contre la désertification, mettent l'accent sur la diffusion d'informations et de messages de persuasion et de mobilisation. Ces actions n'ont que peu

d'impacts réels sur la participation à des actions de développement concrètes par les communautés touchées au premier chef par le fléau ; d'où l'idée de mettre en œuvre un projet-test de communication participative en appui à des actions de lutte contre la désertification au Sahel.

Le processus de démocratisation et de décentralisation en cours dans la sous région crée assurément un environnement institutionnel favorable à la mise en œuvre d'un tel projet.

4.1. Objectifs du Projet

L'objectif global du projet est l'élaboration et l'expérimentation de stratégies de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification.

Ses objectifs spécifiques sont :

- Appuyer la réalisation de recherche-action visant à développer des stratégies de communication participative dans les pays particulièrement touchés par la désertification ;
- Expérimenter ces stratégies dans le cadre de ces recherches-action et analyser leurs facteurs de difficultés et de réussite ;
- Evaluer les stratégies adoptées dans ces projets pilotes ;
- Renforcer la capacité méthodologique des partenaires de recherche dans chacun des pays en matière de communication participative ;
- Partager les acquis et les questions soulevées par ces recherches avec les organismes responsables de la mise en application de la CCD dans les pays du Sahel.

4.2. Méthodologie de mise en œuvre

La mise en œuvre du PCP au Tchad et au Burkina Faso avait une durée initiale de dix mois dans chaque pays à travers les étapes ci-dessous :

1. une phase de formation/planification,
2. une phase d'expérimentation et
3. une phase d'évaluation.

Elle est soutenue par un processus d'encadrement et de formation visant à renforcer les compétences des partenaires responsables de la recherche.

4.2.1. Choix et monographie des sites

Le PCP appuie des initiatives locales de lutte contre la désertification. Avant toute intervention, une prospection est faite pour cibler les projets à soutenir. Le choix des sites se base sur les critères suivants :

1. Existence d'un projet en activité ou en instance de démarrage sur le site ;
2. Accessibilité du site ;
3. Existence de potentialités économiques, agricoles, forestières... ;
4. Présence, disponibilité et volonté des populations et partenaires ;
5. Existence d'une menace sur les ressources naturelles.

Une collecte de données est effectuée sur les sites retenus afin de préparer la prochaine étape du PCP qui est la formation et la planification des actions. Cette collecte peut se faire par la méthode MARP, par la documentation existante et ou par entretien avec les principaux partenaires que sont la population et les services techniques. Elle concerne : les données socioéconomiques et culturelles, les canaux de circulation de l'information (surtout les canaux traditionnels), les partenaires d'appui de la zone et leurs activités, les données sur l'état des ressources naturelles etc.

Ces données servent à l'élaboration du programme de communication des sites. Dans la recherche conduite au Burkina et au Tchad, et sur la base de ces critères, les sites suivants ont été retenus :

Au Tchad

1. Bol. Appui à la participation des femmes dans l'exploitation des parcelles aménagées de la SODELAC (Société de développement du Lac Tchad)

Partenaire : SODELAC

2. Doum-Doum. Appui à la lutte contre l'ensablement des polders en partenariat avec le Projet de développement rural de Doum-Doum.

3. Zone de Linia. Appui à la lutte contre le déboisement dans la banlieue de N'Djamena précisément à Linia. Avec comme mesure d'accompagnement, l'alphabétisation des femmes en crédit rural.

Partenaire : Darna (ONG tchadienne)

En ce qui concerne le Burkina

Dans ce pays, le CILSS s'est basé sur l'expérience du Secrétariat permanent du Conseil national pour la gestion de l'environnement (SP/CONAGESE) pour cibler ses zones d'intervention avec à l'esprit d'intervenir dans des régions moins pourvues de projets et ONG. Ainsi, les sites suivants ont été retenus :

1. Région du fleuve Béli. L'appui du projet de communication participative a été d'aider à une gestion participative et durable des ressources partagées de cette zone en partenariat avec le projet transfrontalier de lutte contre la désertification (SE/CCD-UMA) exécuté par l'association Walde Ejef.

Partenaires : CONAGESE

2. Forêt de Toumousséni. L'appui du projet a été d'organiser les populations des villages riverains de la forêt pour une gestion participative et durable.

Partenaire : la Direction provinciale de l'environnement et des eaux et forêts de la Comoé.

3. Département de Padéma. L'appui du projet a été la mobilisation des populations riveraines pour une bonne gestion et protection des berges du fleuve Mouhoun.

Partenaires : la Direction provinciale de l'environnement et des eaux et forêts du Houet, PDRI/HKM

4. Département de Ouarkoye. L'appui du projet de communication participative a été la mobilisation, l'appui à la formation des populations et autres agents techniques à la gestion de ces feux de brousse dans le département de Warkoye (Mouhoun).

Partenaires : La Direction provinciale de l'environnement et des eaux et forêts du Mouhoun, PDRI/HKM.

4.2.2. La formation et la planification, piliers de la méthodologie

**Formation des animateurs*

L'atelier de formation et de planification est un point clé de la démarche du PCP. Il regroupe les personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet sur le terrain, c'est à dire :

- les représentants des populations concernées par les activités
- les responsables des projets-sites retenus
- les animateurs
- des communicateurs de la région.

La participation des populations est surtout nécessaire au moment de l'élaboration du programme de communication. Ils interviennent notamment au moment de :

- l'analyse de la situation
- solutions à mettre en œuvre pour résoudre le problème
- définition de la participation des différents partenaires au projet.

La formation introduit les participants à des éléments de la communication participative dans le contexte du projet (le rôle de l'animateurs, les canaux traditionnels de communication du milieu, le recensement des savoirs locaux, les échanges intercommunautés, etc.) et permet de planifier les activités qui seront réalisées.

Les notions suivantes sont données :

- notions de communication pour le développement
- L'analyse de la situation
- le changement de comportement et ses étapes
- l'analyse des comportements.
- Identification et analyse des groupes à cibler
- objectif de développement et formulation des objectifs de communication et élaboration d'indicateurs
- définition des stratégies
- élaboration des messages
- détermination des activités de communication, pré-test du matériel et choix des canaux

- La planification, l'organisation et la conduite de séances d'animation (causeries éducatives)
- L'utilisation des outils de communication
- Le suivi et l'évaluation d'un programme de communication

Un manuel du formateur a été élaboré et sert de guide pour ces formations.

***Planification des activités de communication**

Le programme de communication est élaboré à partir de l'analyse causale du problème qui affecte la communauté. On fait cette analyse de la situation pour savoir quel est exactement le problème et dans quel contexte il se pose, afin de déboucher sur les implications du point de vue communication. On détermine donc : ses causes, ses conséquences, qui est affecté par le problème ; qui peut contribuer à le résoudre ; quelles sont les solutions possibles au problème ; et parmi les solutions,, lesquelles relèvent de la communication.

Les solutions de type communication seront prises en compte par le programme et les autres types de solutions seront traités à travers le partenariat.

Le programme de communication comporte les points suivants :

- 1°) Problèmes identifiés
- 2°) Solutions préconisées
- 3°) Groupes spécifiques à cibler
- 4°) Objectifs de communication
- 5°) Stratégies à mettre en œuvre
- 6°) Principales activités à mener
- 7°) Responsables des activités
- 8°) Mécanismes de suivi et d'évaluation

La spécificité du PCP ne réside pas dans la création d'outils nouveaux de communication, mais dans la définition et l'utilisation planifiée en commun par les principaux acteurs d'outils simples, peu coûteux et facilement reproductibles.

Un des responsables des sites qui participait à cette formation s'est exclamé : « nous faisons de la communication sur le terrain, mais jamais de façon aussi planifiée ! »

Le programme de communication débouche sur un plan d'actions présenté sous forme synthétique dans un tableau. Il sert pour le suivi et l'évaluation des activités des animateurs. Il comporte les points suivants :

1. Objectifs de communication
2. Activités de communication
3. Thème à développer
4. Lieux de réalisation des activités
5. Groupes cibles
6. Canaux à utiliser

7. Périodes d'exécution des activités
8. Responsables des activités
9. Indicateurs pour le suivi/évaluation
10. Ressources budgétaires

4.2.3. La replanification des activités avec les communautés de base

Le plan de communication élaboré pendant l'atelier engage plusieurs partenaires : en premier lieu, les populations rurales, en second les services et autres partenaires d'encadrement. Si quelques représentants de ceux-ci ont pu assister à l'atelier, il n'en demeure pas moins qu'il faut restituer la rencontre à tous ces partenaires. Cette restitution se fait dans les premières semaines après l'atelier et de la manière suivante :

Aux services d'encadrement

L'animateur enverra une lettre à ses partenaires notifiant son retour de formation et les invitant à une séance de restitution dont il a pu discuter le jour et le lieu auparavant par contact interpersonnel.

La rencontre comporte les points suivants :

- Présentation du projet
- Présentation de la problématique d'intervention dans la zone
- Contenu sommaire de la formation
- Plan de communication détaillé.

Pour ce dernier point, il peut remettre des copies aux partenaires.

Cette rencontre doit exposer une vision claire de ce que l'animateur va faire avec les populations et demander l'appréciation des partenaires. En effet, il ne faudra pas qu'il y ait « concurrence » dans les interventions mais complémentarité.

Aux populations

Avant de fixer cette rencontre, l'animateur prend soin de rendre quelques visites de courtoisie et d'explications :

- Aux chefs de villages
- Aux responsables religieux et coutumiers
- A certains notables et personnes influentes des villages.

Ces premiers contacts consistent à expliquer dans les détails « le voyage », demander leurs avis sur les actions planifiées et recueillir une proposition de date convenable pour rencontrer la population.

La rencontre avec la population

Elle regroupe :

- Le chef de village
- Les responsables religieux et coutumiers
- Les notables et personnes influentes des villages
- Les autorités administratives locales
- Les services d'encadrement et ONG/associations.

Elle concerne :

- Une présentation du projet
- La présentation de la problématique d'intervention dans la zone
- Un contenu sommaire de la formation
- Le plan de communication détaillé.

La restitution aux populations a deux objectifs :

- Présenter clairement et sans équivoque ce qu'il y a lieu de faire dans ce projet (cela a l'avantage que rien ne soit « caché » aux populations, surtout les aspects budgétaires) ;
- Faire valider par consensus le plan de communication, ce qui engage automatiquement les populations pour ce qui est du travail à faire. Les actions programmées sont celles des populations, l'animateur y est juste associé.

Durant cette séance, il est possible d'apporter des changements au plan, ce qui va conduire séance tenante à une re-planification des activités.

La restitution avec les populations débouche sur un calendrier clair et consensuel des actions à mener. Cette séance constitue l'engagement que tous les acteurs prendront devant tout monde pour la réalisation des **actions de développement**.

L'animateur prend rendez-vous pour les premières activités.

4.2.4. Mise en œuvre des plans d'actions et stratégies utilisées

Les plans d'actions élaborés prévoient deux types d'activités à conduire : les activités de communication et celles dites de développement. Les premières facilitent les secondes. Car l'objectif final est d'arriver à une gestion durable des ressources naturelles, de parvenir au développement de la localité.

**EXEMPLE DE PLAN D'ACTION :
PLAN D' ACTIONS DU SITE DE TOUMOUSSENI (COMOE)**

<i>Objectifs</i>	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources	Période
Renforcer l'organisation des Bureaux GGF d'ici la fin du troisième trimestre 2000.	2 rencontres par village .	Composition et organisation des groupements de GGF	Diongolo, Soubaka, Toumousseni , taga.	GGF	RAV. Autorités coutu.et Religieux..	Décembre 2000.	Chefs SDEEF De Soubaka et Banfora.	Nbre de GGF touchés	PM	Janv.2001.
	1 Voyages d'étude (d'une semaine)	Technique d'aménagement Forêt.	Bougnounou	GGF	Sec Forest. ONG.	Février 2001.	Chef SDEEF De Soubaka	Voyage realise	781.600	15 - 19 Fev.2001.
	Formation	Gestion financière et administrative .	Banfora	Bureau GGF	Sec. Forest	Mars 2001	Coordonnateur.	Nbre de pers. formées	330.000	6-7 Avril 2001.
	Appui aux GGF	Reconnaissance officielle .	Soubaka et Banfora	GGF	. Sec. Forest.	Av. 2001	Coordonnateur.	Nbre grpmt Reconnus	PM	Sept-Oct. 2001.
	Mise en place d'un cadre de concertation des intervenants.	Harmonisation des interventions .	Soubaka, Banfora, Toumousseni .	Sec Tech .Acteurs	Sec. Tech. Administration	Av. 2001	Coordonnateur.	Nbre de rencontre	460.000	Déc.2001.
Organiser les commerçants de bois en association	2 causeries débats	Connaissance autres structures et financement .	Diongolo, Soubaka , Toumou. Taga.	GGF /H. GGF/F.	.Sec.Forest .RAV, autori. Relig.Coutum.	Mai 2001	SDEEF De Soubaka et Banfora.	Nbre de GGF touchés.	PM	Août-Sept. 2001
	1 rencontre /mois	Bilan des activités mensuelles .	Banfora	Commerçants	.Service.	Mensuelle	SDEEF De Banfora.	Nbre de participants	PM	Mensuelle
Vulgariser la démarche participative au niveau des agents de la zone .	Rencontres commerçants et exploitants	Qualité de bois et écoulement du bois .	Toumousseni	GGF et commerçants	. Sec. Forest	Janv.2001.	SDEEF De Soubaka et Banfora.	Nbre de participants	PM	Mars
	Formation	MARPP	Banfora	Agents techniques.	. Sec. Forest Agri ; élevage	Janv. 2001.	Coordonnateur.	Nbre d'agents. formées	290.000	Déc.2001.

	Formation	ZOOP/PPO et technique d'animation	Banfora	Agents techniques	Sce. Forest Agri ; élevage.	Janv. 2001.	Coordonnateur.	Nbre d'agents formés	290.000	Déc. 2001.
--	-----------	-----------------------------------	---------	-------------------	-----------------------------	-------------	----------------	----------------------	---------	------------

<u>Objectifs</u>	Activités	Thème	Lieu	Groupe Cible	Canal	Période	Responsable	Indicateur	Ressources	Période
Vulgariser les Techniques d'aménagement auprès de l'ensemble des exploitants.	Formation	Apiculture	Toumousse ni	GGF/F.	. Sce. Forest	Mars 2001	SDEEF De Soubaka	Nbre de femmes formées	330.000	16-17 Mars 2001.
	Formation	Technique de coupe d'entretien rejets et de semi-direct.	Toumousse ni	GGF	. Sce. Forest	Juillet 2001	SDEEF De Soubaka	Nbre de pers. formées	330.000	Janv. 2002
	Formation	Organisation et gestion d'un chantier d'exploitation de bois.	Toumousse ni	GGF	. Sce. Forest	Av. 2001	DPDEF/C.	Nbre de pers. formées	330.000	Janv. 2002
	Causerie débats	Pâturage contrôlé	Toumousse ni	Eleveurs	. Sce. Forest. élevage	Juin 2001.	SDEEF De Soubaka	Nbre de participants	PM	Juin Juillet 2001
	Emission radio	Gestion des feux	Banfora	Population de la province.	Radio	Décembre 2001.	Coord.	Nbre d'émissions	340.000	Janv. Mai 2001
	Emission radio	Techniques de coupe et les zones d'approvisionnement en bois.	Banfora	GGF et autres exploitants de bois.	Radio	Mars 2001	Coord.	Nbre d'émissions	340.000	Mars Avril 2001
	Communiqué radio	Rencontres des commerçants de bois.	Banfora	Commerçants	Radio	Chaque mois.	SDEEF De Banfora	Nbre de communiqués	100.000	Mensuel
Suivi	Perdiem Coordonnateur	1 cadre x 1 sorties/mois x 10.000 Francs / sortie x 10 mois.								
Evaluation		mi-parcours	Banfora	Sce Tech. Acteurs	Sce Tech	Mai 2001	Coord.	Rapport d'évaluation	330.000	21 Mai 2001.
		finale	Soubaka	Sce Tech. Acteurs.	Sce Tech	Sept. 2001	Coord.	Rapport d'évaluation	330.000	Fin Janv. 2002
Perdiem Agents		3 Agents x 5 sorties/mois x 5.000 Francs / sortie x 10 mois								
Carburant lubrifiant animateurs	1900 F x	3 Agents x 5 sorties/mois x 5.000 Francs / sortie x 10 mois								
									750.000	Mensuel
									285.000	Mensuel

TOTAL		5.716.000	
Frais de gestion 7,5%		428.700	
BUDGET TOTAL =	5.716.000 x 7,5 % =	6.144.700	

En terme de stratégies, il faut dire que rien n'est figé. Les animateurs ont développé des approches selon la situation sur le terrain. Il n'a pas été ici question de gros moyens de communication comme la radio, la télévision. Le projet a utilisé les outils qui existent mais de façon planifiée ; avec une préférence pour ceux qui sont simples, faciles à reproduire et peu coûteux. Pendant les dix mois de conduite du PCP au Tchad et au Burkina Faso, les animateurs ont mis les populations au centre de leurs stratégies à travers notamment l'utilisation de leurs modes et leurs canaux de communication,

L'accent a été mis sur les rencontres-débats, soutenues parfois par des photos, des vidéo-miroirs et des écoutes collectives de cassettes sur les expériences de communautés voisines.

Ainsi pour :

- **sensibiliser les gens de la localité à un problème** : ils ont utilisé pour la plupart des sites, les canaux suivants : les chefs traditionnels, les leaders du village, les griots, les rencontres-débats, les démonstrations, la vidéo-miroir, les visites sur sites.
- **faciliter la compréhension d'informations ou de connaissances par les populations** : ils ont utilisé la photo, les affiches, la démonstration, les visites sur sites, les films vidéo.
- **Illustrer une attitude, un comportement qu'ils souhaitent promouvoir** : ils ont fait appel à des paysans ou groupements modèles (à travers les voyages inter-villages), au film vidéo.
- **Faciliter l'expression des points de vue, la discussion sur des points précis**, ils ont utilisé : les rencontres-débats, l'animation vidéo, la saynète.
- **Faire connaître les réalités vécues par les populations aux autorités ou aux partenaires techniques** : ce sont les photos, les visites et les rencontres-débats qu'ils ont utilisées.
- **Documenter la planification et la conduite de l'activité de communication et de l'action de développement** : ils ont fait appel aux fiches de suivi, aux rapports, aux photos et à la vidéo.

Hormis la vidéo et la radio locale (de Dédougou) la plupart des outils utilisés étaient peu coûteux.

En terme de messages, la stratégie a été de montrer clairement, par exemple pour le site de Toumousséni, les avantages que peut rapporter la forêt ou que peut procurer le fleuve Mouhoun, pour ce qui est du site de Padéma.

4.2.5. Etablissement de partenariats

L'analyse de la situation et le déroulement des activités (notamment les causerie-débats), font ressortir des besoins de la population qui ne peuvent être satisfaits par la communication ou que les populations ne peuvent satisfaire elles-mêmes. Ces besoins font appel à d'autres partenaires qui ne sont pas forcément partie prenante dans les activités programmées. C'est

pourquoi l'établissement de partenariat est indispensable dans les processus de communication participative.

A Toumousséni, les animateurs ont mis en contact les représentants des groupements de bûcherons et les établissements provinciaux de crédits ruraux pour répondre à la demande de financement exprimée par les villageois en vue d'acquiescer du matériel de travail.

Dans le département de Padéma, c'est le partenariat avec le Projet de développement rural intégré Houet, Kossi, Mouhoun (PDRI/HKM), qui a permis de fournir 6.000 plants aux comités de gestion des berges du Mouhoun.

4.2.6. Suivi des activités et évaluation

Le suivi des activités

Le projet a mis en place trois niveaux de suivi.

Niveau 1. Suivi permanent des activités par les animateurs

Ce suivi se fait au fil des activités sur la base du plan d'actions et d'une fiche établie pendant l'atelier de formation/planification. La fiche est remplie et envoyée chaque mois au coordonnateur du site qui en fait la synthèse et l'analyse.

Niveau 2. Suivi mensuel du coordonnateur du site

L'objectif à ce niveau est d'apporter un appui-conseil aux animateurs et aider à résoudre certaines difficultés d'ordre méthodologique et administratif. Plus particulièrement le coordonnateur a pour tâche :

- D'appuyer techniquement les animateurs ;
- De leur fournir les conseils techniques nécessaires ;
- De les suivre si besoin sur le terrain ;
- D'aider à la réalisation des certains outils de communication ;
- De rédiger les rapports des sites.

Niveau 3. Suivi trimestriel du chargé de la recherche-action

Ce suivi consiste à vérifier l'avancement des activités et à apporter les appuis méthodologiques nécessaires.

Le projet a également mis en place un comité de pilotage composé des représentants de :

- Ministère de l'environnement et de l'eau (président)
- Comité national pour le CILSS
- SP/CONAGESE (ONC/CCD)
- Responsables des sites
- CILSS (UDL)

Ce comité est chargé de :

- Donner des avis techniques pour concourir à l'orientation du projet et à la validation des résultats de la recherche-action sur le terrain
- Suivre l'avancement de la recherche
- Donner des appui-conseil sur certaines activités des sites
- Vérifier que le projet se déroule selon les orientations données (en ce sens il peut mener des missions de suivi sur le terrain)
- Prendre connaissance et analyser les rapports trimestriels du chargé de la recherche.

Le secrétariat du comité est assuré par le CILSS et l'ONC/CCD (pour le cas du Burkina).

Evaluation participative

L'évaluation du PCP est permanente et incluse dans le système de suivi. Le projet a cependant mis en place des périodes d'évaluation collective et participative qui correspondent à l'avancement à mi parcours et à la fin des activités. L'évaluation se fait à deux niveaux : sur sites entre animateurs et partenaires locaux et également avec l'ensemble des acteurs au cours d'un atelier.

L'atelier d'évaluation est animé par un consultant externe qui a auparavant parcouru les sites pour vérifier certaines informations. Le but de l'évaluation participative est d'analyser ensemble avec toutes les parties prenantes du projet, le chemin parcouru, et de vérifier si les actions de communication conduites ont eu un impact sur les problèmes identifiés au départ.

Les catégories de participants aux ateliers d'évaluation sont les suivantes :

- ✓ Les animateurs des sites
- ✓ Les représentants des populations des sites
- ✓ Les partenaires intervenant sur les sites
- ✓ Les coordonnateurs
- ✓ Le comité de pilotage
- ✓ La coordination du projet.

Encadré1. Les canaux habituels des populations : le musicien et les cabarets de Toumousséni

Le cabaret, tout le monde le sait, est le lieu où les hommes viennent boire le dolo, l'alcool de sorgho. Dans la zone de Banfora, le « ban-dji » remplace ce dolo. Car la région regorge de rôniers, l'arbre duquel le ban-dji est tiré. Les points de vente du ban-dji, sont les lieux de rendez-vous de la plupart des hommes du village. Il s'y raconte les derniers événements du village ainsi que ceux de la ville. C'est une véritable agence d'informations que nul ne doit ignorer s'il veut informer et être informé.

Il existe environ 11 cabarets dans la zone de Toumousséni où doivent passer dans la semaine la majeure partie des hommes du village. C'est sur ce canal que les animateurs de Toumousséni ont misé. Ils ont utilisé les services de musiciens hors paire, présents dans toutes les rencontres villageoises (baptêmes, mariages, funérailles...) : messieurs SOURA Bafassé, SOURA Ousmane poètes-violonistes et TOU D Tikan, balafonniste. Leurs chants à thèmes ont vite retenu l'attention des animateurs qui leur ont proposé de sillonner les lieux de rencontres publiques pour informer et diffuser des thèmes précis sur la Gestion Participative de la Forêt du Village.

Les musiciens sont utilisés pour :

1. annoncer des rencontres villageoises. Ils annoncent de rue en rue, le jour, le thème et le lieu de la réunion, de même que la présence d'étrangers participants.
2. animer des causeries. Ils jouent de leurs instruments au cours des rencontres pour rassembler la population et détendre l'atmosphère.
3. diffuser des thèmes. Leurs chansons portent sur des thèmes liés à la gestion des ressources naturelles ou sur l'organisation villageoise.

Au total 34 sorties ont été effectuées par Messieurs SOURA Bafassé, SOURA Ousmane et TOU D. Tikan. Ce qui a beaucoup contribué à la participation des villageois aux activités de gestion de la forêt.

V. Conditions critiques de succès et principales difficultés rencontrées au Burkina Faso

5.1. Conditions critiques

De tels projets de communication ont la chance de réussir si les conditions suivantes sont réunies :

5.1.1 Une réelle volonté des populations de cheminer avec les animateurs

Il s'agit ici de communication participative en appui à la lutte contre la désertification. Qui dit lutte contre la désertification dit des populations conscientes du phénomène et décidées à lutter. Pour cela il faut un

minimum d'organisation des populations (existence de groupements, d'associations, groupes sociaux...).

Bien que le PCP se soit greffé à des projets qui travaillaient déjà sur le terrain, il a choisi des communautés où la volonté de s'organiser pour travailler existe, où une certaine dynamique sociale existe.

Dans la Boucle du Mouhoun (une des régions du Burkina Faso) il a choisi de travailler avec les populations du département de Ouarkoye, où les populations avaient déjà commencé la lutte contre les feux de brousse.

Dans le département de Padéma, les villageois avaient déjà contacté les services techniques sur le problème de l'occupation anarchique des berges.

5.1.2. L'accessibilité et la notion de localité des sites

Le PCP appui des actions de lutte contre la désertification de communautés vivant sur un territoire donné, qui correspond au Burkina Faso à l'échelle du terroir. Puisqu'il s'agit de faciliter les échanges avec les communautés, ces dernières doivent avoir en commun, une histoire, un territoire, des coutumes et être accessibles par les animateurs si ceux-ci ne vivent pas sur place avec les villageois. (L'idéal serait que les animateurs vivent sur place avec les villageois). Dans un site où cette notion n'est pas respectée, il peut arriver :

1. que la mobilisation des communautés ne soit pas effective pour mener les actions identifiées. C'est le cas dans un des villages du Département de Ouarkoye ; ce village n'ayant pas de terroir distinct, il n'a pas été possible de l'organiser et former les villageois pour la lutte contre les feux.
2. des difficultés de déplacement aux animateurs ; de nombre de villages à « encadrer » par animateur ; de respect des rendez-vous et de fréquence des rencontres avec les populations etc.. C'est le cas du site du Béli au Burkina où les huit villages d'intervention étaient si distants (70 à 130 Km) que les animateurs -qui n'étaient pas sur place- ont été amenés à réduire le nombre de leurs rencontres. Il en a résulté une forte perturbation du plan d'action et par conséquent des résultats du projet.

5.1.3. Existence, proximité et stabilité des animateurs

La réussite de projets de communication participative repose sur les animateurs. Ces derniers ont pour rôle d'aider les communautés à analyser une situation vécue, identifier le ou les problèmes reliés à cette situation, les prioriser, remonter aux causes, identifier des initiatives pour le solutionner, et décider des actions à entreprendre.

Ils doivent aussi et surtout faciliter les échanges et les discussions qui mènent à des prises de décision concernant les actions à entreprendre. Ils doivent pouvoir faciliter des consensus voire faciliter une négociation à l'intérieur d'un groupe.

Eu égard à ce rôle capital, le PCP a travaillé avec des communautés déjà bénéficiaires de la présence d'animateurs.

Nombre de villages et d'animateurs des sites du PCP

sites	nombre d'animateurs	nombre de villages à encadrer
Toumousséni	4 agents	4 villages
Padéma	2 agents	7 villages
Ouarkoye	2 agents	13 villages
Béli	3 agents	8 villages

Etant donné que l'animateur doit être en contact permanent avec les communautés, l'accessibilité de la zone, voire la distance entre animateur et populations doit être la plus courte possible. C'est une des conditions de succès des animations et de ce type de projet à petit budget.

La stabilité du personnel précisément des animateurs est aussi importante. C'est pourquoi le PCP a demandé aux responsables des sites, le maintien des animateurs sur leur zone de travail pendant toute la durée du projet.

5.1.4. La mise à disposition à temps des fonds est capitale

« L'argent est le nerf de toute guerre », surtout quand il s'agit d'expérimentation en matière de lutte contre la désertification. Il est important que les actions planifiées sur le terrain s'exécutent comme prévu, que les différents outils soient produits, testés et utilisés à temps. C'est pourquoi, les budgets prévus à cet effet doivent être débloqués suffisamment à l'avance.

Les plans d'actions élaborés dans le cadre du PCP se chiffraient en moyenne à quatre millions de F CFA par site. Le déblocage était géré par deux protocoles : le CILSS et le CRDI principal partenaire de la recherche-action. Chacun de ces protocoles a des principes qui, mis ensemble rendent lourd le déblocage des fonds. Dans chacun des pays où le projet a été exécuté, les retards de déblocage des fonds a entraîné des périodes d'inactivités de trois à cinq mois, qui ont conduit les responsables des sites à demander le report de l'échéance des plans d'action. Ainsi, la date butoir pour le Tchad est passée de septembre à décembre 2000 et au Burkina Faso, d'octobre 2001 à janvier 2002.

Pour des plans d'actions qui ont été arrêtés en fonction des périodes d'occupation des villageois, cela joue souvent négativement sur les résultats. Pour exemple, le cas de la lutte contre les feux dans le département de Ouarkoye (Burkina Faso). Les activités de formation en gestion des feux, les actions d'information sur le danger des feux et le bienfait des feux précoces avaient été programmées pour la période de août à novembre. C'est une période où les villageois ont fini leurs travaux, où la végétation se prête à des démonstration sur les feux précoces. De plus la période est vraiment celle qui précède le phénomène des feux de brousse. Malheureusement, les fonds qui devraient permettre de démarrer les activités n'ont été reçus qu'en

janvier. Il fallait alors tout reprogrammer, changer même de priorités d'actions. (Cela a été valable pour l'ensemble des sites du Burkina Faso). Avec la durée de la recherche-action qui était limitée à dix mois, il était difficile d'obtenir des résultats en matière de lutte contre les feux sans un report de date. De ces faits, les dates buttoirs pour le PCP au Burkina sont passées d'octobre 2001 à septembre, puis à janvier 2002.

5.2. Principales difficultés

5.2.1. Limites entre projet de communication et projet de développement

Projet ! vous avez dit projet ? c'est le nom qui signifie beaucoup d'argent dans les pays en développement. Un projet arrive, recrute ses agents, achète de grosses motos et des véhicules 4x4 pour le terrain.

La budgétisation a été une des grosses difficultés du PCP. Habituels à planifier des activités de développement (donc familiers des projet à gros budget), les animateurs du Tchad comme du Burkina Faso avaient prévu l'achat de matériels lourds comme des véhicules tout terrain et des ordinateurs en passant par des unités vidéo entières. Il a fallu faire comprendre que le PCP est une recherche-action en communication et que sa spécificité est justement d'utiliser des outils qui demandent le minimum de ressources pour le maximum de résultats.

5.2.2. Mauvaise compréhension de la philosophie même du PCP

Le PCP est un "projet" de communication en appui au développement. Au niveau du site de Ouarkoye, il a été élaboré de la manière suivante : un problème de développement (ampleur des feux) a été identifié à Ouarkoye par le MEE (à travers le projet gestion des feux). Les populations ont reconnu que ce problème les affecte. Il a été montré qu'on peut résoudre une partie du problème par la communication. Le plan d'action pour ce faire a été élaboré avec les animateurs et des représentants de communautés villageoises au cours de l'atelier de Bobo avec comme premier partenaire : le projet gestion des feux. En somme le PCP vient en appui aux actions du projet gestion des feux.

Deux mois après le démarrage des activités sur le terrain, il a été constaté à Ouarkoye, une exécution cloisonnée du PCP, excluant même les actions du projet qu'il est sensé appuyer. Cela parce que le coordonnateur qui a participé à la formation/planification a été remplacé par un nouveau, et que ce dernier par ce défaut, n'avait pas du tout compris l'esprit du PCP. Cette situation a créé un flou institutionnel qui a failli compromettre le projet.

La direction du projet au niveau du CILSS a dû re-expliquer et faire les recommandations suivantes :

- Une plus grande collaboration de sorte que le PCP soit le bras du projet gestion des feux.

- Que le coordonnateur s'en tienne à son rôle qui est le suivi des animateurs et la rédaction trimestriellement du rapport de son site.

V. Résultats et acquis du Projet au Burkina Faso

6.2.1. Des résultats palpables

L'atelier d'évaluation à mi-parcours tenu en septembre 2001 au Burkina Faso a présenté les résultats partiels du projet.

Le site du Béli

Les activités de communication essentiellement réalisées sont des causerie-débat et des animations vidéo dans les villages pour faire comprendre les méfaits de la gestion anarchique des ressources pastorales et de mettre en place des cadres de concertation décentralisés. La particularité du site du Béli, c'est qu'il n'a pas de réalisations physiques à évaluer sur le terrain, l'objectif global étant de parvenir à organiser les populations pour une gestion concertée des ressources pastorales transfrontalières Burkina-Mali-Niger.

Un cadre de concertation a été mis en place de même que ses structures décentralisées ; c'est à dire au niveau des huit villages.

Pour le site de Ouarkoye, l'un des gros avantages est la présence d'une radio locale qui facilite l'exécution des activités des animateurs.

Ce qui est important à noter dans l'exécution du PCP Ouarkoye, c'est la forte mise en exergue des canaux socio-traditionnels ; ce qui a permis une bonne participation des populations aux activités arrêtées. Cela s'est traduit par une meilleure organisation des paysans dans la gestion de la question des feux.

Des comités villageois de gestion de feux ont été mis en place dans 13 villages. Et chacun des membres de ces comités a reçu une formation en technique de gestion des feux.

Le programme du PCP à Padéma a pour objectif de parvenir à une gestion concertée des berges du cours d'eau du Mouhoun.

La particularité de ce site c'est qu'il a connu un démarrage précoce des activités d'information par les animateurs grâce au partenariat avec le PDRI/HKM et les services de l'environnement.

Etant donné qu'il s'agit de protéger les berges du Mouhoun, des inquiétudes sont apparues quant aux dispositions prises afin de réglementer l'accès aux berges. Sur ce point, c'est le comité villageois de gestion des berges mis en place par le projet, qui a décidé de végétaliser les berges par la réalisation de pépinière, la plantation d'arbres utilitaires et l'ouverture de couloir d'accès pour le bétail.

En mars 2001, les comités villageois ont créé une Union qui les regroupe tous.

Le site de Toumousséni traite principalement la gestion participative de la forêt de qui porte le même nom. C'est l'un des sites qui a fait montre d'une bonne organisation communicationnelle et de programmation.

Les animateurs sont parvenu à :

- ✓ rétablir la confiance entre villageois et entre villageois et services techniques
- ✓ les organiser en groupements et en union de groupements
- ✓ organiser les commerçants de bois de la ville de Banfora pour l'enlèvement du bois
- ✓ créer un consensus autour du prix du bois
- ✓ créer un cadre de rencontre exploitants/commerçants
- ✓ organiser les femmes pour l'apiculture et le ramassage des fruits de la forêt

Avec seulement six mois d'activités, les recettes générées par l'exploitation du bois, s'élèvent à la somme de quatre cent quatre vingt deux mille (482.000) Francs pour les villages riverains.

VI. Stratégie de diffusion des résultats

7.1. table ronde régionale de validation et de partage

Pour la validation de ses résultats et pour la dissémination, le PCP **a prévu** une tables-ronde régionale pour discuter de la méthodologie utilisée, des résultats obtenus et faire des recommandations touchant le développement et l'expérimentation de stratégies de communication participative dans le cadre de la lutte contre la désertification dans le Sahel. Cette tables-ronde regroupe les chargés de communication des organismes chargés de la coordination du PAN dans les pays du Sahel, ainsi que des représentants d'organismes régionaux activement impliqués dans l'application de la Convention internationale sur la désertification.

Enfin une publication fera état de l'expérience du projet et des résultats des discussions des tables-rondes régionales.

7.2. démultiplication de la démarche dans les neuf pays du CILSS

A la date d'aujourd'hui, la plupart des pays du CILSS et de l'Afrique de l'Ouest ont élaboré leurs programmes d'action national de lutte contre la désertification, instrument de mise en œuvre de la Convention des Nations-unies contre la désertification. Le processus d'élaboration des PAN dans cette région d'Afrique à été piloté par le CILSS à travers son Unité d'appui aux stratégies et politiques (UASP) qui est entrain de mettre à la disposition des pays, divers outils permettant de mettre en œuvre de manière plus efficiente la Convention.

L'un des objectifs spécifiques de la recherche étant de mettre les résultats à la disposition des Organes nationaux de coordination de la CCD des Etats du CILSS afin que les Programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification (PAN/LCD) soient mis en œuvre de la façon la plus participative, le CILSS compte multiplier l'impact du PCP dans ses neuf pays membres et donner ainsi sa contribution à la participation des populations dans la lutte contre la désertification.

La phase II du PCP va s'appuyer sur les organes nationaux de coordination de la CCD dans chacun des pays du CILSS pour multiplier l'impact de sa démarche. Il est prévu deux niveaux d'intervention :

- Démultiplication de la méthodologie

Le CILSS va mettre à la disposition des pays, la méthodologie de communication participative développée pendant la phase I. Cela à deux conditions :

- a) le pays est intéressé à utiliser la démarche du PCP
- b) le pays est disposé à supporter une partie des charges budgétaires des activités.

A ce niveau, les pays vont bénéficier de la formation à la méthodologie du PCP, d'un suivi méthodologique (dont la fréquence et la durée seront définies pendant la planification) et d'un appui financier complémentaire à ce que eux-mêmes auront injecté dans le projet.

- Renforcement des acquis dans les premiers pays-sites

La recherche a montré que la démarche du PCP a un impact certain sur la recherche et la mise en œuvre de solutions locales pour résoudre les problèmes de désertification. Il est apparu au cours du projet que certains partenaires étaient intéressés à sa démarche. Il s'agira à ce niveau, et pour les pays engagés à multiplier la démarche et pour les sites actuels, de :

- apporter un appui méthodologique en communication participative aux animateurs des projets ;
- faire le suivi des actions définies ;
- apporter un complément budgétaire pour l'exécution des activités.

VII. Conclusion et recommandations

La communication pour le développement/communication participative dans le domaine de la gestion de ressources naturelles est à ses débuts dans les pays du CILSS. Le fait qu'elle utilise des outils communs avec plusieurs autres approches du monde rural fait dire souvent qu'elle est une méthode de plus sinon de trop. C'est l'avis que nous avons rencontré dans nos discussions avec les responsables de projet s de développement... avant qu'ils aient expérimenté la démarche.

Les quelques mois d'expérimentation de la démarche appliquée au contexte de la lutte contre la désertification permet de confirmer que si les

populations peuvent discuter de leurs problèmes, si elles ont les informations et les capacités (compétences) nécessaires, elles peuvent entreprendre des actions qui vont dans le sens de leurs intérêts et qui contribuent à cette lutte. Contrairement à beaucoup de méthodes, la communication pour le développement demande peu de moyens et c'est là un point intéressant pour petites associations et ONG désireuses d'obtenir des résultats concrets avec de faibles appuis financiers et de plus en rares. Pourvu qu'ils y mettent le nombre d'animateurs requis et la démarche sera en leurs mains un formidable compagnon de travail.